



“Le PIB ne fait pas le bonheur !”

La contestation est en forte croissance contre cet indice de la production économique, sourd au développement durable autant qu’à notre satisfaction. La bonne nouvelle est que de nombreux indicateurs alternatifs peuvent aujourd’hui révéler notre degré de bien-être.

Angoisse, la France entre en récession [1] ! Le Produit intérieur brut a reculé de 1,2% dans les trois premiers mois de l’année : il vient ainsi d’aligner quatre trimestres de plongeon. Pour 2009, la ministre de l’Economie redoute maintenant une chute de 3%. Horreur !... Ou pas. Car la croissance ne fait pas nécessairement le bonheur.

A la Libération, la France s’était reconstruite les yeux rivés sur le PIB ; depuis, elle scrute ses yo-yo tel un électrocardiogramme vital à notre quotidien. A en croire certains ministres et journalistes économiques, la croissance ferait mécaniquement progresser notre richesse – et donc notre bien-être, et donc notre bonheur. Cet axiome tacite attire pourtant des critiques de plus en plus précises depuis les années 70. Lorsqu’il dévoile chaque soubresaut de l’indicateur, ♦♦♦

◆◆◆ L'Insee ne prétend pas nous livrer l'horoscope : le PIB n'est rien d'autre que « *le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes* ». En d'autres termes, il est un outil pour mesurer l'activité économique sur le territoire français, ni plus, ni moins. Voilà précisément ce que veulent rappeler ses objecteurs. Patrick Viveret, par exemple, dans son rapport *Reconsidérer la richesse* [2], expose une première limite du PIB : sa croissance « *se moque de la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles-ci génèrent des flux monétaires* ». Ainsi, « *dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour dépanner et réparer les voitures endommagées, des cimentiers pour brûler les farines animales suspectées d'être à l'origine de la maladie de la vache folle, des médecins*

”

**Plus l'économie
détruit notre
environnement
et notre société,
plus il faut engager
de réparations
et stimuler,
en définitive,
la production**

pour soigner les personnes victimes de la pollution de l'air, de l'eau, de la tempête, des employés d'entreprises de pompes funèbres pour enterrer les morts, il y aura des valeurs ajoutées monétaires » [2] – et donc de la croissance. Le malheur peut donc faire le bonheur du PIB. Pire encore : plus l'économie détruit notre environnement et notre société, plus il faut engager de réparations et stimuler, en définitive, la production... Voilà comment la catastrophe de l'Erika en 1999 fut bénéfique au PIB français, tandis que les bonnes volontés qui ont nettoyé gratuitement les plages souillées par le pétrolier n'ont guère rendu service à la croissance. Cette deuxième critique est formulée notamment par les économistes Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice : « *De nombreuses activités et ressources qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées, simplement parce qu'elles ne sont pas marchandes ou qu'elles n'ont pas de coût de production monétaire direct* » [3]. Ainsi le bénévolat en association, le temps libre en famille, le travail domestique, les rencontres entre amis, ou encore le militantisme, participent au bien-être – mais n'étendent pas leurs bienfaits au PIB. Des militants et des fonctionnaires québécois ont donc proposé un “produit intérieur doux”, qui engloberait toutes ces contributions non monnayées à la richesse collective : « *La prise en charge d'un malade à l'hôpital va dans le PIB, en prendre soin à la maison va dans le PID.* »

Décohésion sociale

Une troisième critique, enfin, rappelle que si cet indicateur ne rend pas compte des pollutions, il est également muet sur les inégalités. La sociologue Dominique Méda, par exemple, le relève ainsi : le PIB « *ne s'intéresse pas à la manière dont la contribution à la production et les revenus issus de celle-ci sont répartis entre les membres de la société et ne peut donc pas donner de signaux sur d'éventuels facteurs de décohésion sociale.* » [4]. L'exemple des Etats-Unis est éclairant. Si la croissance a pu s'épanouir dans les premières années Bush, et profiter aux plus aisés, elle n'était guère « *incluante* », comme l'écrivait l'an dernier l'économiste Joseph Stiglitz, et « *la plupart des Américains se portent moins bien aujourd'hui qu'il y a sept ans* » [5].

Mais tout de même, pourraient s'écrier les avocats du PIB : la croissance, c'est de l'emploi ! Le professeur d'économie Jean Gadrey a cette réponse : « *Prenons l'exemple de l'agriculture productiviste* » ; à force de machines, de pesticides et d'engrais, « *la croissance de la production s'y est faite contre l'emploi, avec des externalités redoutables en terme de pollution.* En ◆◆◆

”

**Le bénévolat en association,
le temps libre en famille,
le travail domestique,
les rencontres entre amis,
le militantisme, participent
au bien-être**





Chiffres

France : peut mieux faire...

21^e > PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat

En 2005, la France ne détient que la 21^e place dans la course au PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, chronométrée par le FMI. Avec ses 30 542 \$, elle est loin derrière les rois du pétrole et de la finance que sont le Qatar, en tête avec 70 772 \$, le Luxembourg (70 462 \$), et le Brunei (47 465 \$).

10^e > Indice de développement humain

En 2005 toujours, la France occupe une place plus enviable, selon le PNUD. Elle le doit à son PIB par habitant, mais aussi à son espérance de vie et à son niveau d'éducation. L'Islande, la Norvège et l'Australie gagnent le podium.

21^e > Empreinte écologique

Un rang relativement bas, et donc honorable en 2005 pour le Français, selon le WWF. Ses voisins, l'Espagnol (12^e), le Britannique (15^e), le Belge (17^e) ou le Suisse (19^e), s'avèrent plus gourmands en ressources. Mais près de 5 hectares nécessaires pour un Français, c'est trop : sur une planète durable, c'est 2,1 hectares par personne ! Si tout le monde vivait comme les Européens, 3 planètes seraient nécessaires ; pour vivre comme les Américains, il en faudrait 5...

◆◆◆ *revanche, si on favorisait une agriculture biologique, implantée à proximité des centres urbains, en maintenant le même niveau de production, on créerait nettement plus d'emplois... »*

Et l'espérance de vie, ne progresse-t-elle pas en même temps que le PIB ? « *Pas exactement*, rétorque Jean Gadrey. *Les données de 2004 indiquent que cette corrélation s'évanouit dans les pays riches, précisément au-delà d'un PIB par habitant de 18 000 dollars.* » Trois fois plus « pauvre » que les Etats-Unis, le pacifique Costa Rica affiche ainsi une espérance de vie toute proche...

En définitive, le PIB est un « *bien curieux thermomètre* », s'étonne Patrick Viveret [2]. Et à l'heure où le développement durable tente de réconcilier l'essor économique avec l'équité sociale et la protection de l'environnement, il paraît passablement anachronique. En le conservant, nos sociétés se placeraient « *dans la situation d'un marin qui déciderait de changer de cap, mais dont les instruments de bord resteraient réglés sur l'ancien cap.* » [6]

Nouveaux baromètres

La bonne nouvelle est que depuis les années 90, les propositions d'indicateurs alternatifs pullulent. Le plus institutionnel est sans doute l'Indice de développement humain (IDH), présenté depuis 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il se base sur le PIB par habitant, mais aussi sur l'espérance de vie et le niveau d'instruction. De quoi bouleverser les hiérarchies mondiales. En 2006, les Etats-Unis affichaient ainsi le 8^e PIB par habitant de la planète, devant le Canada, qui n'était "que" 14^e ; en revanche, sur la base de l'IDH, le Canada prenait la 3^e place, et les Etats-Unis la 15^e... Le PNUD a depuis élaboré d'autres indices pour rendre compte du développement social des pays : un Indicateur de pauvreté humaine (IPH), afin de refléter le niveau de certaines exclusions, ou encore un Indicateur de participation des femmes (IPF) à la vie économique et politique. Des chercheurs ont mis au point des indicateurs pour suivre les progrès humains et sociaux de leurs propres pays. Aux Etats-Unis, Marc et Marque-Luisa Miringoff proposent ainsi l'Indice de santé sociale (ISS). Il est calculé en notant 16 variables jugées cruciales pour les habitants : pauvreté infantile, usage de drogues chez les adolescents, chômage, délits violents... Le résultat laisse songeur. A compter de 1970, l'ISS a décroché rapidement dans le pays, pour accuser une perte totale de 38 % en 2001 – alors qu'entre ces deux dates, le ◆◆◆

”

**Trois fois plus “pauvre”
que les Etats-Unis, le pacifique
Costa Rica affiche une espérance
de vie toute proche...**



Shutterstock

”

**Un PIB vert
pour mieux refléter
le développement
durable**

◆◆◆ PIB y a grimpé de 158 %... Cette méthode a inspiré en France une alternative au CAC 40: le "BIP 40", « *baromètre des inégalités et de la pauvreté* ». Lancé en 2002 par le Réseau d'alerte sur les inégalités, il se base sur des données aussi variées que le taux d'incarcération, la différence d'espérance de vie entre cadres et ouvriers, ou encore le nombre de demandes d'expulsions locatives – en tout, 60 indicateurs sont actuellement pris en compte. Là encore, la courbe est instructive: le BIP 40 indique une montée presque continue de la pauvreté et des inégalités depuis le début des années 80. Seules quelques périodes d'alternance politique ont permis un répit – de 1981 à 1983, puis de 1989 à 1991, et enfin en 1999 et de 2001 à 2002.

D'autres indicateurs s'efforcent, quant à eux, de valoriser la protection de l'environnement. L'empreinte écologique est désormais bien connue. Elle désigne « *la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets* », résume le WWF, principal promoteur de cette approche. Le calcul permet de réaliser que le rythme de vie actuel des humains nécessite... 1,25 planète environ. L'habitant des Emirats arabes unis laissait derrière lui, en 2005, la plus vaste empreinte écologique (9,5 hectares), suivi par celui des Etats-Unis et par le Koweïtien. La « biocapacité globale » n'était pourtant, cette année-là, que de 2,1 hectares par terrien !

Dans ce foisonnement de nouveaux baromètres, peut enfin être mentionné l'Indice du bien-être durable (Ibed). Comme son nom le suggère, il rend compte du progrès économique, mais aussi de la protection de l'environnement et de l'équité sociale. Concrètement, il s'appuie sur le niveau de consommation marchande des ménages ; il y ajoute, entre autres, la valeur du travail domestique, et y retranche, notamment, les coûts des dégradations de l'environnement. Ce « PIB vert » permet donc de mieux refléter le développement durable.

Limites

Naturellement, tous ces indicateurs peuvent être à leur tour critiqués. Certains ne permettent guère les comparaisons internationales, puisqu'ils se basent sur des données inexistantes ou peu pertinentes dans certains pays. Le choix des variables peut aussi être jugé arbitraire ; les animateurs du BIP 40 eux-mêmes donnent sur leur site Internet [7] des outils pour recalculer leur indice, en décidant ◆◆◆

SUISSE

Un tableau de bord pour le développement durable

Les Suisses le savent sans doute mieux que les Français : le développement durable ne se résume pas à conserver des gypaètes barbus pour les générations futures. Les citoyens helvètes ont à leur disposition un tableau de bord limpide pour répondre à quatre "questions fondamentales" : quelle est notre qualité de vie ? Comment les ressources sont-elles réparties ? Que laisserons-nous à nos enfants ? Notre utilisation des ressources est-elle rationnelle ?

Dix-sept "indicateurs clés" répondent à ces interrogations durables. Pour l'heure, "l'espérance de vie en bonne santé" et "l'égalité salariale selon le sexe" progressent... Tandis que la dette augmente et que les transports de marchandises croissent plus vite que l'économie.

Ces résultats commentés sont présentés sur Internet et dans un livret gratuit de 24 pages. Les 17 voyants, du vert au rouge, y sont également lisibles en un tableau. Toutes ces données sont tirées du Monet (Monitoring du développement durable) qui compte 120 indicateurs régulièrement mis à jour, notamment, par l'Office fédéral de la statistique.

Voilà qui devrait inspirer la France, selon le Conseil économique social et environnemental. Dans son récent avis sur les indicateurs du développement durable, il prône lui-même un "tableau de bord" d'une douzaine d'indicateurs, qui serait également diffusé auprès d'un large public.



Plus d'infos sur <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21/02/dashboard/01.html>



Parmi les nombreuses autres initiatives développées pour rendre compte du développement durable, on peut également retenir le "Dashboard for sustainability", élaboré par une équipe internationale d'experts des indicateurs de mesure, coordonnée par l'Institut international du développement durable (<http://www.iisd.org/cgsdi/dashboard.asp>). Ce logiciel en ligne illustre bien l'interaction entre société civile et institutions internationales. Gratuit, destiné aussi bien aux experts qu'aux médias, aux décideurs politiques et au grand public, il indique les relations complexes entre questions économiques, sociales et environnementales. Il prend en compte les objectifs du millénaire définis par l'Onu (<http://www.un.org/millenniumgoals/>).

Patrick Viveret, rédacteur en chef invité

AMÉRIQUE LATINE

Les Andins veulent “bien vivre”

L'appel a été lancé à Belém au Brésil, lors du Forum social mondial en février : face à la « crise du développement et de la modernité capitaliste qui mettent en danger toutes les formes de vie », les peuples indigènes proposent « l'unité entre la Terre Mère, la société et la culture ». Les signataires, latino-américains, prônent donc la « décolonisation », les « droits collectifs », la « justice climatique » et... le « vivre bien ».

Cet “appel des peuples indigènes” reprend ainsi un idéal andin : « vivre bien », en harmonie avec la nature et avec les autres – que les Aymaras nomment *suma qamaña*. L'expression est chère au président bolivien Evo Morales : « Nous disons “vivre bien”, parce que nous n'aspérons pas à vivre mieux que les autres. Nous ne croyons pas en la courbe du progrès et en un développement illimité au détriment de l'autre et de la nature », argumentait-il déjà en 2006. « Vivre bien, c'est penser non seulement en termes de revenu par habitant, mais aussi d'identité culturelle, de communauté, d'harmonie entre nous et notre Mère Terre. » De fait, ce principe du « vivre bien » est aujourd'hui inscrit dans la constitution que la Bolivie a adoptée en janvier, tout comme en Equateur depuis 2008. Avec ce concept, l'Appel rompt « avec les réponses qui veulent valoriser et renforcer le rôle de l'Etat et s'appuient sur les plans de relance économique », notait à Belém Christophe Aguiton* d'Attac.

* Un appel pour “bien vivre” plutôt que vivre mieux, Christophe Aguiton, 1^{er} février 2009, <http://belem.blogs.liberation.fr/>

Pour lire l'appel des peuples indigènes (en espagnol) :
http://www3.minkandina.org/vivvo_general/44.html



Venue des peuples indigènes, la notion du bien-vivre est apparue avec force durant le Forum social mondial de Belém. Lier cette question à celle des biens communs à l'humanité me paraît très pertinent. Définir le bien commun, voilà un chantier important pour l'économie sociale et solidaire: les économies doivent penser monde.

Patrick Viveret, rédacteur en chef invité

◆◆◆ soi-même du poids à donner aux expulsions, au chômage ou à la pauvreté... Autre limite, certains indicateurs ne rendent pas mieux compte des progrès du bien-être, et encore moins du bonheur. Il en est ainsi de l'empreinte écologique, qui n'imprime même pas toutes les atteintes à l'environnement, et notamment aux ressources non renouvelables telles que le pétrole ou le gaz.

“Que les citoyens s'en mêlent !”

Toujours est-il que le PIB chancelle. Après avoir émergé dans les années 70, sa contestation reprend autour de l'an 2000, dans une France plus soucieuse d'environnement et de développement durable. Dominique Méda ouvre la voie en 1999, en signant “*Qu'est-ce que la richesse ?*”; Patrick Viveret porte le thème au gouvernement en 2002, avec son rapport “*Reconsidérer la richesse*”; Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice enfin font connaître les nombreuses recherches internationales dans “*Les nouveaux indicateurs de richesse*”.

La critique rebondit en 2007, lorsque l'un des groupes de travail du Grenelle de l'environnement demande que soient élaborés « des indicateurs agrégés de développement durable » tels que le PIB vert ou l'empreinte écologique, et que soit diffusé « un tableau de bord d'indicateurs de développement durable de la Nation ».

Avec succès... Tel qu'il vient d'être présenté en deuxième lecture, le projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement le précise : « L'Etat se fixe pour objectif de disposer en 2010 des indicateurs du développement durable à l'échelle nationale », avec une conférence prévue « à cet effet » avant la fin 2009. Le suivi de ces indicateurs devra être « présenté au Parlement chaque année à compter de 2011 ».

Enfin, à la demande du Premier ministre, le CESE (Conseil économique social et environnemental) vient de voter, fin mai, un « avis » sur l'empreinte écologique, et au-delà, sur les indicateurs du développement durable... Il recommande, notamment, d'« intensifier la production de données dans les domaines sociaux et environnementaux », et d'« associer étroitement les citoyens et la société civile aux choix des indicateurs ».

Mais entre-temps, le président de la République lui-même s'est emparé du débat... L'élu du « travailler plus pour gagner plus » l'a proclamé en janvier 2008 : « Si nous voulons favoriser un autre ◆◆◆



EXPRESSION CITOYENNE

Procès de l'argent roi

Organisé à Tournefeuille (Haute-Garonne) les 12 et 13 juin dans le cadre du festival "Camino, agir pour la non-violence", le procès de l'argent roi, auquel les citoyens étaient invités à participer, s'est soldé par une condamnation sans appel. Après la lecture de la sentence en place publique, une sculpture représentant la terre écrasée sous le poids de la Bourse fut mise au bûcher.

Extrait de la sentence : « Nous, les jurés, avons décidé de ne pas condamner l'outil d'échange qu'est l'argent tant qu'il laisse la place à la gratuité et au don, expression du meilleur des sentiments humains.

Mais nous, les jurés, avons décidé de condamner l'évolution de ces quarante dernières années de notre système monétaire qui a abandonné tout contrôle démocratique sur la création de monnaie, déléguée inconsidérément aux seules banques privées, avec pour seul indicateur le profit. »

Plus d'infos sur www.acse.info

TÉMOIGNAGE



MARGUERITE ABOUET

D'ORIGINE IVOIRIENNE, SCÉNARISTE DE LA BD AYA DE YOPOUGON ET PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES LIVRES POUR TOUS

“Avoir une économie juste”

« Le bonheur, pour bien des africains, c'est de se dire : j'ai une grande famille, et je la nourris, même s'il faut trimer pour nourrir tout ce beau monde. Pouvoir aider les neveux, les cousins, ça valorise. Ça rend heureux. Etre tous dans la même situation empêche d'envier les voisins. Pour moi, le plus important n'est pas d'avoir une économie riche, mais une économie juste, avec des structures sociales pour tous, l'accès à l'éducation, etc. En Côte-d'Ivoire, il y a de fortes carences dans ces domaines, ce qui n'empêche pas les Ivoiriens de rire de tout, et surtout de ce qui n'est pas drôle. Heureusement, vu ce qu'ils supportent... Bien que le quotidien soit difficile, il y a très peu de suicides là-bas – ni de psychologues d'ailleurs – car paradoxalement, les gens sont plus occupés à survivre qu'à dépérir. Je connais des Français très riches. Est-ce qu'ils sont plus heureux pour autant ? Non. Ils font de grands voyages dans des hôtels de luxe, ils ont tout ce qu'ils désirent, mais leurs enfants sont tellement blasés qu'ils n'apprécient plus grand-chose... Comme le disent les Africains, “l'argent lave, mais ne rend pas propre”... Il arrange juste l'apparence ! »

◆◆ type de croissance, nous devons changer notre instrument de mesure de la croissance. » Il a donc constitué « un groupe d'experts internationaux de haut niveau pour réfléchir aux limites de la comptabilité nationale et du PNB » : la Commission Stiglitz, du nom de son président.

Dominique Méda n'a pas caché sa « stupeur » face à cette profession de foi soudaine. Jean Gadrey, à l'instar de ses compagnons de route, réclame que « les citoyens s'en mêlent » [lire l'interview ci-dessous]. Avec Patrick Viveret, Florence Jany-Catrice et bien d'autres, a donc été constitué le Forum pour d'autres

INTERVIEW



JEAN GADREY

Membre du Conseil scientifique d'Attac. Auteur notamment des *Nouveaux indicateurs de richesse*, avec Florence Jany-Catrice, et de *En finir avec les inégalités*.

Professeur émérite d'économie, Jean Gadrey s'efforce depuis plusieurs années d'animer le débat sur les nouveaux indicateurs de richesse. Comment mobiliser les citoyens sur ces questions ? Avis d'un expert hostile aux avis des seuls experts...

indicateurs de richesse, afin que la société s'empare enfin du débat. Dans les salons feutrés du CESE, le rapporteur Philippe Le Clézio les a implicitement approuvés en présentant son avis fin mai : « *On ne saurait se contenter de l'avis d'experts, fussent-ils Prix Nobel...* »

Bonheur national brut

En attendant une hypothétique consultation des Français, le débat progresse également à travers la planète... En 2007, des représentants de l'Onu, de la Commission européenne ou encore du PNUD ont

signé la « déclaration d'Istanbul » ; notant un large consensus pour aller « *au-delà des indicateurs habituels tels que le PIB par habitant* », ils appellent à « *stimuler le débat international* ».

Un petit pays est même tout entier converti à ces approches, depuis 1972 : niché dans l'Himalaya, le Bhoutan ausculte son « bonheur national brut », sur la base de son développement, mais aussi de sa gouvernance, de la préservation de son environnement, et de sa culture...

Certains scientifiques proposent enfin de nouvelles grilles d'analyse. Une « économie du bonheur » ♦♦♦

“La crise nous aide”

Comment faites-vous connaître les nouveaux indicateurs de richesse ?

Avec le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (Fair) créé début 2008 en réaction à la constitution de la commission Stiglitz [1], nous nous mobilisons sur deux thèmes. D'abord nous développons notre critique du PIB, désormais bien connue. Mais aujourd'hui, l'essentiel est de construire autre chose. Notre rôle n'est pas de sortir de nouveaux indicateurs clés en main, en tant qu'experts. Nous voulons que les citoyens s'en mêlent. Nous mobilisons donc les syndicats, les associations, les statisticiens ou les collectivités locales. Et nous multiplions les réunions publiques – de simples cafés citoyens en manifestations nationales, comme au Conseil économique social et environnemental en mars dernier... Enfin, on essaie de médiatiser ce qu'on fait, et la presse s'y intéresse. Le débat progresse de façon assez remarquable. Avec nos forces réduites et limitées, on essaie de faire feu de tout bois.

La commission Stiglitz [1], créée par le Président de la République en janvier 2008, travaille sur les limites de la comptabilité nationale et du PNB. Pourquoi ne pas avoir attendu son rapport pour ouvrir le débat ?

Nous ne voulons pas laisser à des experts le soin de décider ce que sont les repères du progrès. Tout simplement car cela risque de ne pas correspondre aux attentes des citoyens... La commission Stiglitz, dont je suis membre, rassemble presque uniquement des hommes, pour la plupart économistes, en grande majorité anglo-saxons – les réunions se font d'ailleurs en anglais ! Ils sont intelligents mais ont majoritairement cette limite, énorme : ils ont une vision d'experts. Ils évitent d'ailleurs de parler avec la société civile... Au collectif Fair, à l'inverse, nous nous efforçons de nous appuyer sur une méthode participative. J'ai obtenu que la commission Stiglitz mette en ligne une version non

définitive de son rapport, pour susciter le débat public, en juin [2]. Et notre collectif a prévu d'en profiter. Nous avons pris contact avec de nombreuses organisations pour qu'elles s'expriment. Nous espérons permettre enfin cette expression publique que la commission n'a pas organisée jusqu'ici. Et je suppose que nous rencontrerons encore plus d'écho lorsque Sarkozy “récupérera” les travaux de la commission, en septembre peut-être... Ceci étant, nous pensons déjà à “l'après-commission”. Faut-il créer une nouvelle instance, démocratique, chargée de proposer de nouveaux indicateurs ? C'est ce que nous allons examiner avec nos partenaires. L'objectif à terme est que des comptes du développement humain durable soient publiés chaque année, et qu'ils deviennent des références pour les citoyens, les politiques, les médias.

Le débat citoyen n'est-il pas plus laborieux à ouvrir en cette période de crise économique ?

Il est vrai que la critique du PIB dans les années 70 avait finalement été étouffée face à la montée des difficultés économiques dans les années 80. Le risque existe que le débat se referme à nouveau. Mais je suis optimiste. La crise actuelle a au moins le mérite de susciter des réflexions plus nouvelles et plus radicales sur le sens à donner au développement, sur la poursuite folle de la croissance, sur le “toujours plus”. L'attente de nouveaux indicateurs est plus importante que jamais, plus forte qu'il y a seulement un an ! J'irais jusqu'à dire que la crise nous aide...

[1] Commission de mesure de la performance économique et du progrès social.

[2] L'entretien a été réalisé à la fin du mois de mai. Depuis, le pré-rapport de la Commission Stiglitz a été résumé et commenté par Jean Gadrey et Dominique Méda sur le site de l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale : www.idies.org



Stockphoto

Quel taux pour la décroissance ?

Les “objecteurs de croissance” remettent en cause le développement économique, même s’il est “durable”. Les promoteurs de la décroissance contestent donc jusqu’au PIB vert.

La planète est limitée ? La croissance ne peut donc pas être illimitée. Voilà un des axiomes des partisans de la décroissance... A croire que le recul du PIB dans les pays riches pourrait les reconforter. Erreur, répond Bruno Clémentin, cofondateur du mensuel *La décroissance* [1] : « Si la récession est mathématiquement une décroissance du PIB, elle ne correspond pas à notre proposition politique. Nous allons vers une décroissance des terres arables, des énergies fossiles, des ressources : nous allons vers un “toujours moins” généralisé. Nous appelons donc à faire face à cela, avant l’effondrement. » Dès lors, comme l’écrit Paul Ariès, politologue et écrivain, « Le choix pour le plus grand nombre des humains n’est pas entre croissance et décroissance, mais entre récession et décroissance » [2] ; mieux vaudrait changer de vie maintenant que subir le chaos !

“Sobriété heureuse”

Pierre Rabhi, écrivain et penseur, pionnier de l’agriculture bio, préfère au « rugueux » terme de « décroissance » celui de « sobriété heureuse » ; il ne se satisfait pas plus de la baisse du PIB, vu « le désarroi de tous ceux qui sont mis à la porte aujourd’hui ». Au moins espère-t-il que cette récession « nous oblige à repenser l’avenir, le monde, et nous ramène aux vraies richesses : la terre, l’eau, les semences, les savoir... » [3]

Les « objecteurs de croissance » ne scrutent donc pas le thermomètre du PIB, fût-il à

l’envers. Mais de là à lui préférer des indicateurs du développement durable... « En accolant l’adjectif durable au concept de développement, écrit l’économiste Serge Latouche, il ne s’agit pas vraiment de remettre en question le développement existant (...) Tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. » [4] Un « Indice du bien-être durable » ne pourrait donc servir la décroissance... L’empreinte écologique, en revanche, a le mérite d’être « exprimée en volume », explique Bruno Clémentin : « Les indicateurs monétaires, eux, n’ont pas de sens. Ils ne peuvent rendre compte de l’épuisement des ressources, et sont inopérants pour comparer des pays au niveau de vie sans commune mesure. » Pierre Rabhi apprécie, lui aussi, son « aspect pédagogique » mais prévient : « Les indicateurs ne doivent pas occulter la nécessité d’un changement radical... »

[1] Bruno Clémentin est également cofondateur de l’Institut d’études économiques et sociales pour une décroissance soutenable.

[2] « Leur récession n’est pas notre décroissance », *La décroissance*, octobre 2008. Paul Ariès a signé plusieurs livres sur la décroissance, le dernier étant *Désobéir et grandir - Vers une société de décroissance*, éditions Ecosociété, avril 2009.

[3] Dernier ouvrage paru : *Manifeste pour la terre et l’humanisme*, Actes sud, octobre 2008.

[4] « A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale ! », *Silence*, octobre 2002.

Dernier ouvrage paru de Serge Latouche : *Petit traité de la décroissance sereine*, Ed. Mille et une nuits, 2007.



Au début, le terme décroissance était, selon ses créateurs Serge Latouche et Paul Ariès, un concept “obus”, provocateur, pour pousser au débat. On arrive aujourd’hui à une situation où la

décroissance devient un terme opaque, et le concept obus a tendance à devenir concept boomerang. Je préfère la sobriété heureuse selon Pierre Rabhi. Dans les réseaux pro-décroissance se trouvent des personnes très sectaires, et paradoxalement, la décroissance reste obsédée par la croissance. Le vrai problème n’est pas le rapport à une ressource rare (le soleil produit une énergie pour le moment illimitée, le cycle de la vie fait que les plantes, les animaux se reproduisent). C’est la démesure qui renvoie à des facteurs plus importants que le jeu à somme nulle entre croissance et décroissance. La base apparemment évidente de la décroissance ne va pas de soi. Il faut interroger la décroissance : de quoi ? de qui ? Pour éviter une régression sociale, lorsque la croissance se traduit par un mieux être en terme d’éducation, de santé, on ne va pas chercher à décroître. Il y a un côté baguette magique dans l’usage du terme décroissance actuellement qui réduit le débat, surtout lorsqu’il est utilisé de façon sectaire.

Patrick Viveret, rédacteur en chef invité

